

Congrès des maires : un pas de plus vers l'intégration des Outre-mer

ÉCRIT PAR CÉLIA ALBÉRI

22 novembre 2022



Écran géant avec image incrustée sur fond bleu. Tables basses blanches au design géométrique baignées dans un puits de lumière blanche. Fauteuils rouges. L'ambiance est républicaine au Palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) lundi 21 novembre. Pour David Lisnard, les Ultramarins ne sont pas des élus entièrement à part, mais des édiles à part entière. Le président de l'association des maires de France (AMF) entend faire valoir le caractère *"un et indivisible de la France"* et nourrir *"le sentiment d'appartenance à ce drapeau tricolore"*. Et pour joindre le geste à la parole, il a choisi de rapprocher la journée dédiée aux Outre-mer de l'ensemble du congrès des maires. *"Nous sommes particulièrement nombreux pour cette journée des Outre-mer qui 'préfigure', 'inaugure', 'lance' le congrès des maires"* s'est-il entortillé dans une phrase introductive prononcée devant l'assemblée de plus de 300 personnes qui fait salle comble.

Allures de ghetto communautaire

C'est que la journée ultramarine est dedans-dehors la grand-messe de la puissante association. Dedans parce qu'elle emprunte en 2022 le même format solennel : une thématique, une scène où élus locaux et État se partagent le micro avant qu'il ne circule dans la salle pour un exercice de témoignages questions-réponses. Dehors parce que la rencontre se déroule à deux pas (précisément à 2 km) de la porte de Versailles qui accueille du 22 au 24 novembre le 104e congrès des maires. C'est plus proche que feu la mairie de Paris puis la Maison de la mutualité qui jusqu'en 2021 avait accueilli les îliens. Mais ce n'est pas non plus l'auditorium ou les salles du Parc des expositions de Paris où 10 000 visiteurs sont attendus entre congrès et salon des maires. Difficile dans cette configuration de démontrer comme le clame David Lisnard *"que lorsque des élus des Outre-mer s'expriment il ne s'agit pas de revendications catégorielles ou d'élus qui quémanderaient quelque chose, il s'agit de porter la voix de l'unité de la Nation"*. Pas tout à fait unitaire, la journée conserve des allures de ghetto communautaire. Exactement comme *"lorsqu'au Sénat les questions liées à l'Outre-mer ne rassemblent que des Ultramarins"* dans l'hémicycle s'est rappelé en le déplorant Thierry Repentin, ancien sénateur socialiste de la Savoie. Désormais maire de Chambéry et président de l'Agence nationale de l'habitat, celui qui est aussi secrétaire général adjoint de l'AMF, participe à la table ronde sur le logement et réprovoque *"le problème de portage de la parole des Outre-mer dans les instances"*. Thierry Repentin y voit une moins-value de délibération entre gens insulaires, de montagne et partageant des contraintes climatiques et géographiques. Monsieur Repentin s'inscrit dans la même lignée que son président Thierry Lisnard pour qui *"les collectivités d'Outre mer rencontrent les mêmes problèmes que celles du territoire hexagonal mais de façons beaucoup plus intenses sur certains secteurs"*. Le président soucieux d'une réelle inclusion dit avoir depuis un an *"essayé au sein de l'AMF de renforcer la représentation, la voix des maires et présidents d'intercommunalités d'Outre-mer. (...) Le fait de commencer le congrès par une journée spécifique dédiée aux Outre-mer, où nous convions la presse, appelons l'attention de l'opinion publique, appelons l'attention de l'exécutif et des pouvoirs publics, est un signe fort"*

d'une volonté de marquer l'unité de la France". Mais faire valoir cette vision d'unification du territoire national n'est pas une mince affaire. En témoigne la bévée de Jean-François Carencu au milieu des 30 minutes de son discours de clôture de la matinée. Évoquant le plan logement Outre-mer, le ministre délégué chargé des Outre-Mer a laissé filer un *"trop de rapports, trop de commissions, trop de contrôles, pas assez de mesures concrètes (...) mais rassurez-vous c'est souvent pareil en France"*. S'il s'adressait à une assemblée de Haut-Rhinois, il n'aurait bien sûr pas conclu sa comparaison d'un *"en France c'est pareil"*.